



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Monsieur Plomby Régis

Parcelle AH 138
la Palue
33420 Branne

Références : 26-177
Code AIOT : 0100309280

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement Monsieur Plomby Régis implanté Parcelle AH 138 la Palue 33420 Branne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée de manière inopinée suite à l'observation par l'Inspection des installations classées via les outils de vue aérienne d'une activité potentiellement ICPE (présence de déchets en quantité importante) sur un terrain à proximité d'une autre ICPE et visible depuis la voie publique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Monsieur Plomby Régis
- Parcelle AH 138 la Palue 33420 Branne
- Code AIOT : 0100309280
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le périmètre concerné par l'inspection correspond aux parcelles cadastrale AH138, 212pp, 46pp, 226pp, 45pp. Pour ces parcelles concernées pour partie, il s'agit de la partie Est (voir planche photographique).

Le terrain se situe à 100 m au Sud-est de la Dordogne, classée ZNIEFF II. Il est en zone rouge du PPRI de BRANNE et est identifié en zone humide cultivé selon le PLU de la commune.

Il a été identifié par l'inspection des installations classées suite à l'observation de déchets depuis le chemin limitrophe.

Thèmes de l'inspection :

- Autre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dépôts illégaux	Code de l'environnement du 15/12/2025, article L. 541-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des éléments de béton, des gravats et des terres sont abandonnés sur des hauteurs de plus de 3 m, sur un terrain dont l'accès n'est pas sécurisé. Au titre du code de l'environnement, titre IV Déchets, les dispositions fixant les règles de gestion des déchets ne sont pas respectées.

Selon les éléments de réponse qui sont à transmettre par le propriétaire foncier (dont historique du site) et les risques potentiels pour l'environnement qui découleront de l'analyse, ce site pourrait relever soit de la réglementation des installations classées (installation de stockage de déchets) soit de la police du Maire (dépôt sauvage). Quoi qu'il en soit, en application de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, cette situation irrégulière peut conduire le producteur ou détenteur de déchets à des sanctions administratives (amende, astreinte journalière, consignation).

Il est donc demandé au propriétaire foncier des parcelles de transmettre à l'inspection des installations classées la nature et les quantités de déchets présents, ainsi que de s'engager dans un plan d'élimination. Il est rappelé que les bétons peuvent être concassés pour recyclage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépôts illégaux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/12/2025, article L. 541-2
--

Thème(s) : Illégaux, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce jour, au droit de la parcelle cadastrée AH 138 sur la commune de BRANNE, il a été constaté des amoncellements de blocs rocheux et de terres, des déchets de déconstruction de voiries et de réseaux en béton déposés au sol et des dépôts de plaques pouvant être assimilées à de l'amiante.</p> <p>Les dépôts sont anarchiques, avec des zones qui peuvent être considérées comme des passages pour les déchargements de ces déchets. Le long du chemin, la hauteur de ces dépôts est aux alentours de 3 mètres.</p> <p>Un roncier s'est développé ne permettant pas de caractériser davantage la nature des déchets abandonnés sur ce terrain (ordures ménagères, déchets du bâtiment, déchets inertes ?), ni d'affirmer qu'il s'agit de dépôts récents.</p> <p>Une analyse des vues aériennes disponibles sur le site Internet de l'IGN, montre une activité depuis au moins les années 2000, et une activité qui pourrait s'apparenter à de l'entreposage de déchets de type "terres et cailloux", "déchets de déconstruction" depuis 2006. Les parcelles concernées sont AH138, 212pp, 46pp, 226pp, 45pp.</p> <p>Après contact pris avec la Mairie, le propriétaire des parcelles a été identifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 3 mois, il est demandé au propriétaire foncier des parcelles de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présenter l'historique du terrain, - caractériser la nature des déchets et divers stocks présents sur les parcelles AH138, 212pp, 46pp, 226pp, 45pp, - proposer un plan de gestion adapté afin de respecter les dispositions du titre IV du code de l'environnement <p>(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006074220/LEGISCTA000006143752/#LEGISCTA000006143752).</p> <p>Selon l'historique, il pourra être nécessaire de réaliser un diagnostic environnemental.</p> <p>Il peut être utile pour le propriétaire de prendre conseil auprès d'un bureau d'études certifié LNE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

